



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Commune de Grabels - Secteur Gimel - Convention opérationnelle entre la commune de Grabels, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La commune de Grabels a engagé sur le site de Gimel, la création d'un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, et notamment la production de logements intermédiaires en compensation du déficit constaté tout en préservant la qualité du site qui est répertorié à haute valeur paysagère.

Pour mener à bien cette opération, une convention tripartite d'anticipation foncière a été signée le 8 septembre 2016 entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole afin de permettre l'acquisition du foncier nécessaire à l'opération pour une durée de 5 ans.

Le 19 septembre 2017, le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la création d'une réserve foncière sur ce secteur en vue d'y réaliser un projet d'aménagement et a désigné l'EPF bénéficiaire de cet arrêté l'autorisant ainsi à poursuivre les procédures d'acquisitions.

Le 22 août 2019, le Préfet de l'Hérault a déclaré cessible les fonciers non bâtis au profit de l'EPF, les offres ont été notifiées aux propriétaires concernés. A la suite des refus des propriétaires, la procédure d'expropriation s'est poursuivie avec la prise des ordonnances par le juge de l'expropriation et la fixation à venir des indemnités.

Le 25 mars 2019, le Conseil municipal de Grabels a désigné GGL Aménagement pour la concession d'aménagement de l'éco-quartier ZAC de Gimel. L'année 2020 a été consacrée à compléter les études dont l'étude d'impact et la finalisation du dossier de saisine de l'autorité environnementale. La commune de Grabels a requis pour avis la Mission Régionale D'Autorité Environnementale le 10 février 2021 concernant le projet de création de la ZAC Gimel. La procédure de concertation du public sera menée au cours du deuxième trimestre 2021.

Pour poursuivre l'opération engagée et pour anticiper la fin de la convention d'anticipation foncière, il convient de signer une convention opérationnelle, dont le montant prévisionnel de l'enveloppe financière est fixé à 7 millions d'€. Il est à noter également que les dépenses engagées au titre de la convention d'anticipation s'élèvent à 927 314,27 €, somme qui sera intégrée dans cette convention opérationnelle.

La présente convention opérationnelle vise à définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire les acquisitions préalables nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain, de compétence communale, sur le secteur de Gimel, dans le respect des dispositions du Programme Pluriannuel d'Intervention de l'EPF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention opérationnelle entre l'Etablissement Public Foncier Occitanie, la commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160881-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention opérationnelle 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.